

DOCUMENT DE SYNTHÈSE SUR L'INTERACTION ENTRE LES INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME ET LES PROCÉDURES SPÉCIALES

Le présent document a pour objet de recenser les domaines dans lesquels l'interaction entre les institutions nationales des droits de l'homme (en particulier celles qui satisfont entièrement aux Principes de Paris, c'est-à-dire auxquelles le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (CIC) a doté du statut A¹) et les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme pourrait être renforcée. Les institutions nationales des droits de l'homme et les procédures spéciales ont beaucoup à gagner en nouant des liens les unes avec les autres dans l'exercice de leurs responsabilités en matière de promotion et de protection des droits de l'homme².

À la douzième réunion annuelle des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales (Genève, 21-25 juin 2005), il a été reconnu qu'il fallait renforcer la surveillance de la mise en œuvre des recommandations faites par les procédures spéciales et améliorer leurs incidences sur la situation dans les pays. Le renforcement de la coopération entre les procédures spéciales et les institutions nationales dans ce domaine et dans d'autres domaines peut contribuer grandement à l'efficacité des procédures spéciales comme à celle des institutions nationales et à la réalisation effective des droits de l'homme dans le monde entier.

Les possibilités qu'offrirait une coopération réussie entre les institutions nationales des droits de l'homme et les procédures spéciales ont aussi été reconnues par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, M^{me} Louise Arbour, récemment dans sa déclaration à la dix-neuvième session de la réunion annuelle du CIC, le 21 mars 2007. La Haut-Commissaire a indiqué que les institutions nationales des droits de l'homme occupaient une position centrale au niveau national car elles étaient la pierre angulaire d'un système national de protection des droits de l'homme solide. Elle s'est également dite convaincue que ces institutions constituaient le meilleur mécanisme de relais au niveau des pays pour assurer l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme et elle a fait expressément référence aux procédures spéciales à ce propos.

¹ Le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (CIC) applique une procédure d'accréditation des institutions nationales des droits de l'homme qui satisfont aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris). Celles qui satisfont entièrement à ces principes reçoivent le statut A.

² Dans le présent document, on entend par «institutions nationales des droits de l'homme» les institutions nationales qui ont pour mandat constitutionnel ou législatif de protéger ou de promouvoir les droits de l'homme.

À l'occasion du vingtième anniversaire de l'Institut danois pour les droits de l'homme, la Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme, M^{me} Kyung-wha Kang, a également réaffirmé cette conviction en indiquant, le 3 mai 2007, que les institutions nationales des droits de l'homme étaient des partenaires de dialogue fondamentaux avec les titulaires de mandat, en contribuant à l'élaboration et à la mise en œuvre des mesures de suivi prises après les visites dans les pays.

Le rôle important et synergique que jouent les institutions nationales des droits de l'homme et les procédures spéciales a déjà été reconnu par plusieurs organes. L'annexe au présent document contient la liste des domaines dans lesquels la coopération pourrait être renforcée, en s'appuyant sur les pratiques existantes.

ANNEXE

Propositions visant à favoriser l'interaction entre les institutions nationales des droits de l'homme et les procédures spéciales

Visites dans les pays: invitations permanentes et demandes de visite

- 1) Les institutions nationales des droits de l'homme peuvent encourager le Gouvernement à adresser une invitation permanente à toutes les procédures spéciales thématiques.
- 2) Les institutions nationales des droits de l'homme peuvent appeler l'attention des titulaires de mandat concernés sur les faits nouveaux dans le domaine des droits de l'homme et, lorsque c'est utile, les encourager à adresser au Gouvernement une demande de visite dans le pays.

Préparation d'une visite dans un pays

- 3) Les institutions nationales des droits de l'homme sont encouragées à proposer des interlocuteurs fiables et compétents ainsi qu'à donner aux titulaires de mandat des renseignements ou des documents d'ordre général, notamment des rapports annuels ou thématiques sur les droits de l'homme.

Pendant une visite dans un pays

- 4) Les titulaires de mandat sont encouragés à inscrire systématiquement à leur programme une réunion avec l'institution nationale des droits de l'homme.
- 5) Il peut être demandé aux institutions nationales des droits de l'homme de contribuer à l'organisation de la partie «officieuse» du programme.

Recommandations faites à l'issue d'une visite dans un pays

- 6) Les titulaires de mandat sont encouragés, lorsque cela est possible, à associer les institutions nationales des droits de l'homme à l'élaboration des recommandations de façon qu'elles soient mieux ciblées et plus précises.
- 7) Les titulaires de mandat pourraient recommander qu'une institution nationale des droits de l'homme satisfaisant entièrement aux Principes de Paris soit mise en place ou qu'une institution nationale des droits de l'homme existante soit renforcée afin de satisfaire pleinement aux Principes de Paris, que les ressources nécessaires soient fournies aux institutions nationales des droits de l'homme, qu'une institution nationale des droits de l'homme fasse une demande d'accréditation auprès du CIC, etc.
- 8) Si un titulaire de mandat fait paraître un communiqué de presse ou fait une déclaration publique à l'issue d'une visite dans un pays, les institutions nationales des droits de l'homme sont encouragées à en assurer une large diffusion dans tout le pays.

Suite donnée à une visite dans un pays

9) Les titulaires de mandat sont invités à se mettre en relation avec les institutions nationales des droits de l'homme afin que celles-ci traduisent les rapports établis à l'issue d'une visite et qu'elles les diffusent largement auprès de leur réseau national de correspondants, y compris à certains responsables de l'administration, membres du Parlement ou ONG et groupes de la société civile.

10) Les titulaires de mandat souhaiteront peut-être recommander, dans les rapports qu'ils établissent à l'issue des visites dans les pays, que les institutions nationales des droits de l'homme surveillent activement la suite donnée aux recommandations qu'ils ont formulées.

11) Les titulaires de mandat sont encouragés à demander activement des informations aux institutions nationales des droits de l'homme afin d'évaluer la situation en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations faites à l'issue d'une visite dans un pays, par exemple au moyen d'un questionnaire. Les institutions nationales des droits de l'homme sont également encouragées à adresser régulièrement aux procédures spéciales des informations sur la mise en œuvre (ou l'absence de mise en œuvre) de leurs recommandations.

12) Les institutions nationales des droits de l'homme sont encouragées à tenir compte des recommandations pertinentes faites par les procédures spéciales lorsqu'elles soumettent des opinions, recommandations, propositions et rapports au Gouvernement, au Parlement ou à un autre organe public.

13) Les institutions nationales des droits de l'homme peuvent être des partenaires fiables à l'échelle nationale pour vérifier si des mesures de rétorsion ne sont pas prises contre les sources d'information qui ont coopéré avec un titulaire de mandat lors d'une visite dans un pays. Elles sont encouragées à informer rapidement le HCDH si elles constatent de tels faits afin que le titulaire de mandat en soit avisé.

14) Les institutions nationales des droits de l'homme pourraient, à la demande des titulaires de mandat ou de leur propre initiative, organiser des séminaires de suivi réunissant tous les acteurs des droits de l'homme et le titulaire de mandat.

15) Les institutions nationales des droits de l'homme sont encouragées à tenir compte des recommandations des titulaires de mandat lorsqu'elles établissent leur plan de travail et lorsqu'elles participent à la formulation des plans d'action nationaux relatifs aux droits de l'homme et à d'autres activités programmatiques ayant trait aux droits de l'homme.

Communications

16) Le titulaire de mandat peut s'adresser à l'institution nationale des droits de l'homme qui peut être pour lui: 1) une source d'information fiable et disponible; 2) un bon partenaire potentiel pour vérifier l'exactitude des informations obtenues auprès d'autres sources; 3) un intermédiaire efficace pour obtenir des informations auprès de tiers.

17) En cas de violation des droits de l'homme prévisible ou en cours, les institutions nationales des droits de l'homme peuvent être un maillon important du système d'alerte rapide et porter la situation à l'attention du titulaire de mandat afin qu'il prenne des mesures.

18) Étant donné que leur mandat porte sur la législation en vigueur ou en projet, les institutions nationales des droits de l'homme sont très bien placées pour signaler les textes (ou projets de loi) pertinents au titulaire de mandat, qui peut prendre des mesures à partir de ces informations.

Capacités en matière de protection

19) Chaque fois qu'une institution nationale des droits de l'homme est menacée, les procédures spéciales concernées pourraient prendre des mesures pour la protéger au moyen des communications ou autres.

20) Les procédures spéciales pourraient utiliser efficacement les réseaux régionaux des institutions nationales des droits de l'homme pour mobiliser l'opinion publique et obtenir que des questions particulières relatives aux droits de l'homme soient traitées.

Études thématiques

21) Les institutions nationales des droits de l'homme pourraient porter une situation particulière à l'attention du titulaire de mandat compétent et proposer que des questions spécifiques fassent l'objet d'une étude thématique complète ou d'une section dans une étude sur un sujet plus vaste. Elles peuvent également être invitées à apporter un complément d'information ou à diffuser un questionnaire auprès de leurs correspondants nationaux en vue de la réalisation d'études thématiques.

22) Les institutions nationales des droits de l'homme peuvent organiser des conférences ou des séminaires thématiques et inviter les titulaires de mandat compétents à y assister.

23) Les études thématiques devraient être communiquées plus systématiquement aux institutions nationales des droits de l'homme afin que celles-ci tiennent compte de leurs conclusions lorsqu'elles formulent des propositions d'ordre législatif.

Réunions internationales

24) Les institutions nationales des droits de l'homme qui satisfont aux Principes de Paris (auxquelles le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (CIC) a accordé le statut A) pourraient assister aux sessions du Conseil des droits de l'homme et faire une déclaration orale pendant le dialogue interactif, après la présentation faite par le titulaire de mandat concerné.

25) À leur quatorzième réunion annuelle les titulaires de mandat pourraient recommander que la question de l'interaction entre les procédures spéciales et les institutions nationales des droits de l'homme soit régulièrement à l'ordre du jour de la réunion annuelle. Lorsque cela est possible, les institutions nationales des droits de l'homme devraient avoir une interaction régulière avec les titulaires de mandat pendant leur réunion annuelle, qui serait une occasion de discuter et de recenser les meilleures pratiques et les leçons tirées de l'expérience.